

REGION :
les suites de
l'onde de choc

► Lire en page 2

Midi Libre

SPÉCIAL LÉGISLATIVES

Le trombinoscope
des vingt-quatre
élus régionaux

► Voir en page 3

La Xe législature de la Ve République sera dominée par la droite libérale

Feu d'artifice pour le RPR, qui réussit son pari du rassemblement

Gagnant 121 sièges à 247 députés, dépassant l'UDF, le mouvement de Jacques Chirac a su habilement jouer des nombreux courants et sensibilités qui le traversent pour rassembler.

■ Jamais depuis sa création par Jacques Chirac, le Rassemblement pour la République n'avait connu meilleur sort électoral. En ayant renoué avec l'électorat populaire, le RPR pousse l'avantage au sein d'une majorité de centre-droit plus considérable qu'aucun prévisionniste ne l'aurait envisagé voici seulement un an, quand Pierre Bérégovoy se proposait de mener les sortants à la bataille.

Traditionnel parti des Parisiens, des agriculteurs, des chefs d'entreprises, des commerçants et professions libérales, le RPR est aussi devenu un parti rassemblant une fraction importante des salariés et poussant l'avantage dans des régions qui n'étaient en rien des fiefs.

La stratégie d'Alain Juppé, son secrétaire général, se révèle payante : maintenir l'unité d'un mouvement traversé

par des courants divers, incarnés par un Alain Carignon (sensibilité moderniste), un Charles Pasqua (sensibilité droitière-populiste), un Philippe Séguin (sensibilité sociale-jacobine), un Nicolas Sarkozy (sensibilité libérale), un Jacques Toubon (sensibilité intellectuelle parisienne)...

Fédérer

C'est cette véritable «fédération» de caractères qui a ainsi su transformer - malgré quelques éclats de voix et le psychodrame mastrichien - les divisions internes en une puissante dynamique électorale.

Gaullistes historiques, modérés enracinés dans le terroir, nationalistes sociaux, protestataires populistes, jeunes libéraux modérés, chacun a pu faire entendre sa voix. Le succès de Jacques Chirac à surmonter le débat interne sur

l'Europe aura probablement été à la clef des résultats de dimanche.

Ce phénomène désormais classique du parti rassembleur avait été celui du PS d'après-Epinay, fédérant ex-gauchistes, sociaux-démocrates, humanistes utopiques ou chrétiens de gauche. Ou celui de l'UDF qui avait pu fédérer chrétiens-démocrates, droite libérale, radicaux modérés et indépendants.

Ainsi le RPR passe-t-il de 126 à 247 élus, gagnant 121 sièges d'un seul coup et dépassant l'UDF dans la foulée, qui était en tête de la droite dans l'Assemblée sortante et se retrouve en seconde position.

Jamais le RPR n'aura eu un groupe parlementaire aussi important. Il se réunira mercredi soir dans un hôtel parisien, avant d'élire le lendemain le président de son groupe.

Face à ce raz de marée, les dirigeants du mouvement ont dû calmer dimanche soir les ardeurs de ceux qui souhaitaient organiser une grande manifestation sur les Champs-Élysées. Le RPR entend avoir le triomphe modeste et repousser, par avance, les accusations d'arrogance pouvant provenir de la gauche, mais aussi d'une partie de l'UDF.

Bastion d'Ile-de-France

Le RPR réalise ses meilleurs scores dans ses bastions traditionnels, Paris et la région Ile-de-France, mais réalise des percées spectaculaires dans certains départements comme le Doubs, où le mouvement gaulliste dispose de quatre des cinq sièges, contre un seul dans la précédente assemblée.

En Dordogne, le RPR gagne les quatre sièges, en battant notamment le ministre des Affaires étrangères, Roland Du-

mas. En Haute-Vienne, dans la foulée du juge Alain Marsaud, le RPR rafle trois des quatre sièges, de même que dans le Tarn.

Alors que Jacques Chirac rate d'un siège le grand chelem à Paris - où l'ex-secrétaire d'Etat aux Transports, Georges Sarre, se retrouve seul député socialiste -, il l'obtient dans son fief de Corrèze, où le RPR occupera les trois sièges.

Autres satisfactions pour Jacques Chirac, la victoire de son conseiller diplomatique, Pierre Lellouche, face au ministre Dominique Strauss-Kahn à Sarcelles (Val-d'Oise), celle à Lille de Colette Codaccioni, dans l'ancienne circonscription - historique - de Pierre Mauroy, signes du succès du RPR sur les terres du salariat. Celle de Simone Rignault dans la circonscription de Château-Chinon (Nièvre),

aussi, qui fut la terre d'élection de François Mitterrand, et celle de Jean-Claude Bireau à Libourne contre Gilbert Mitterrand.

Avec Yvon Jacob, le RPR gagne également son combat contre le maire PS de Rennes, Edmond Hervé, il est vrai gravement impliqué dans l'affaire du sang contaminé et accablé par un ruineux projet de métro VAL. A Dreux, c'est le RPR Gérard Hamel qui bat la seule député du FN Marie-France Stirbois, autre illustration de l'ancrage populaire retrouvé du mouvement.

Parmi les déceptions, la lourde défaite d'Alain Mérioux à Lyon, où le maire ex-RPR Michel Noir est largement réélu sur le thème cher aux Lyonnais de la lutte contre l'impérialisme parisien, et celle du Pr Christian Cabrol dans l'Aisne, battu par le sortant PS Jean-Pierre Balligand.

RESULTATS DEFINITIFS

Résultats définitifs des élections législatives communiqués lundi par le ministère de l'Intérieur après le second tour.

Inscrits	Abstentions	Votants	Exprimés	
33.773.804	10.971.503 32,48 %	22.802.301 67,51 %	20.632.930	61,09 %
VOIX		%	SORTANTS	ÉLUS
EXG	22.509	0,10	0	0
PCF	951.213	4,61	26	23
PS	5.829.493	28,25	252	54
MRG	237.622	1,15	10	6
MAJ. P.	448.187	2,17	20	10
GE	17.403	0,08	0	0
DVE	20.088	0,09	0	0
REG	36.971	0,17	0	0
RPR	5.832.987	28,27	126	247
UDF	5.331.935	25,84	131	213
DVD	736.372	3,56	11	24
FN	1.168.150	5,66	1	0

Majorité historique

Avec plus de 82 % des 577 sièges de l'Assemblée nationale à l'alliance RPR-UDF-DVD, les Français ont élu dimanche la plus forte majorité de droite de la Vème République, dépassant même celle de 1968 (80,2 %). Il s'agit même, selon certains, de la plus importante majorité depuis 1815. Mais ce genre de comparaison est hasardeuse : comment assimiler RPR et UDF actuels aux partis royalistes ou bonapartistes du XIXe siècle ? Tenons-nous en donc à la Ve République.

L'Assemblée nationale a connu depuis le début de la Ve République trois raz-de-marée, deux de droite en 1958 et 1968 et un de gauche en 1981.

● 1958 : avec 104 députés de plus que la majorité absolue, la droite conquiert l'Assemblée. Les gaullistes UNR forme un groupe compact de 187 élus. Face aux 278 députés de la gauche



Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac ont su mener leurs troupes à la victoire sous le signe de l'union librement consentie. Seront-ils assez sages pour ne pas céder aux tentations personnelles ? Les jours à venir nous le diront

sur 546 (69,2 %), la gauche n'allige que 87 députés.
● 1968 : les 358 députés gaullistes et républicains indépendants obtiennent à eux seuls 115 sièges de plus que la majorité absolue, soit 74% de l'Assemblée (80,2% pour l'ensemble de la droite). Au total, la chambre la plus à droite de 1958 à 1993 ne laisse que 93 sièges sur 485 à la gauche pour 389 à l'ensemble de la droite.
● 1981 : le parti socialiste dispose seul de la majorité absolue avec 269 sur 491 députés. Avec le PCF (44 sièges), les radicaux de gauche et divers gauche, l'ensemble de la gauche détient 329 sur 491 sièges, soit la majorité absolue plus 83 sièges (67 % des sièges). En 1936, la gauche avait 61,71% aux élections du Front populaire.

Défi à la classe politique

Les votes blancs et nuls se multiplient

■ Les votes blancs et nuls ont atteint un niveau rarement égalé à l'occasion des élections législatives, dépassant même les deux millions au second tour, signe selon les experts d'une nouvelle forme de vote protestataire.

Déjà très élevé au 1er tour avec 1.417.774, ces votes se sont accrus au second pour atteindre 2.169.371, soit 751.597 de plus. A titre de comparaison, lors des élections législatives de 1988, ils s'étaient élevés à 517.525 au 1er tour et 694.506 au second.

Pour les experts, plusieurs explications peuvent être avancées. Pierre Giacometti, de l'institut BVA, voit dans ce phénomène l'apparition d'un « vote protestataire éclairé », émanant d'électeurs qui « veulent manifester leur rejet du jeu politique » sans voter pour autant communiste ou Front national.

Il voit dans la multiplication des affaires politico-financières et le mécontentement à l'égard du scrutin majoritaire deux sources possibles à ce vote.

Autre explication : pour certains électeurs, comme par exemple les écologistes, le choix politique entre les candidats du second tour est insatisfaisant et ils préfèrent s'exprimer par le vote blanc.

Pour Jean-Marc Lech, de l'institut IPSOS, le vote blanc a peut-être été renforcé au second tour par la multiplication des duels entre la droite parlementaire et le Front national.

« Pour certains électeurs, voter blanc c'était alors comme signer une pétition ou participer à une manifestation » contre des formations qu'ils rejettent.

Blanc, c'est exprimé

Les votes blancs sont nombreux dans plusieurs circonscriptions-phare où il ne restait que des candidats de droite ou d'extrême-droite. Dans la 2e circonscription de Nice, où le RPR Christian Estrosi l'a emporté devant le FN Jacques Peyrat, on dénombre 5.368 votes blancs et nuls, soit 12 % des votants.

De même dans la circonscription voisine, où l'UDF Rudy Salles a battu Jean-Marie Le Pen, le vote blanc représente 11% des votants. Dans les circonscriptions où deux candidats de droite s'opposaient, on constate un phénomène identique. Ainsi dans la 2e du Rhône, qui a vu la victoire du maire DVD de Lyon Michel Noir sur le RPR Alain Mérieux, 10% des électeurs ont voté blanc ou nul.

Le vote blanc, qui n'est pas reconnu comme une expression en tant que telle, a même eu un porte-parole à l'occasion de ces législatives. Alain Gautier, président de l'association « blanc, c'est exprimé » était candidat au premier tour dans la 1ère circonscription des Côtes d'Armor et a obtenu 4,33% des voix, soit un peu moins que le nombre des votes blancs et nuls qui ont atteint 4,90%.

L'UDF, brillante mais numéro deux

La fédération de centre-droit dépasse pour la première fois les 200 sièges. Retentissantes victoires contre Rocard et Jospin. Le CDS sera tenté de jouer l'aiguillon européen de la nouvelle majorité

■ La grande fédération centriste s'est laissé dépasser par le RPR, tant en nombre de sièges qu'en puissance de rassemblement. Mais cette donnée reste très relative. Avec 213 élus, l'UDF gagne 82 sièges (plus que tout ce qui reste de la majorité sortante, 70 sièges !), distancée de 34 sièges par le RPR. Le RPR obtient 16 % de sièges en plus pour 8,6 % de voix en plus.

Avec plus de 200 sièges, l'UDF obtient donc un considérable et, pour elle comme pour le RPR, un historique succès. Ses élus pourront se payer le luxe de composer plusieurs groupes parlementaires. C'est acquis pour le CDS, possible pour le Parti républicain.

Le fait est, cependant, que l'UDF avait plus de sièges que son partenaire RPR dans l'Assemblée sortante et qu'elle est dépassée par lui dans la nouvelle.

La puissance de rassemblement de la fédération giscardienne, qui sait pourtant ratisser large, a donc été « doublée » par celle d'un RPR ayant brillamment su jouer des diverses sensibilités existant en son sein (lire ci-dessus).

Mais, par ailleurs, l'électorat UDF est peut-être plus stable que celui du RPR. Recrutant parmi des catégories sociales plus spécifiques - souvent plus diplômées -, l'UDF a peut-être moins su capter le vote protestataire.

M. Giscard d'Estaing, son président, s'est d'emblée félicité que « l'UDF ait pour la première fois plus de 200 députés » et tient un autre motif de satisfaction : une majorité des duels de second tour qui opposaient ses candidats à des gaullistes ont été remportés par des UDF, contrairement aux primaires.

Ainsi les UDF Jean-Jacques Descamps (3e Indre-et-Loire), Raymond Couderc (6e Héralt), Daniel Soulage (3e Lot-

et-Garonne), François Loos (8e Bas-Rhin), Pierre Hellier contre le sortant RPR Gérard Chasseguet (1e Sarthe), Jean-Pierre Thomas (4e Vosges), Pierre Lang (6e Moselle), Hubert Bassot (3e Orne) et Pierre Hériaud (9e Loire-Atlantique) devançant tous leurs challengers RPR. En revanche le trésorier national de l'UDF Georges de la Loyère (1e Manche) et le président du Parti radical Yves Galland ont été tous deux battus par leurs concurrents gaullistes.

La victoire de Conflans

Alors que le Parti républicain comptait une cinquantaine de députés dans l'Assemblée sortante, ils reviennent une centaine tandis que les centristes connaissent une progression plus modérée en passant d'une quarantaine de députés à une soixantaine.

De nombreux UDF ont battu à plates coutures des personnalités politiques socialistes. Premier au palmarès : l'UDF-PR Pierre Cardo qui, dans les Yvelines, a largement devancé le député socialiste sortant, l'ancien Premier ministre Michel Rocard. Le centriste Jean-Pierre Bastiani bat quant à lui Lionel Jospin.

Autres motifs de satisfactions pour l'UDF, l'Allier, où le président du groupe communiste à l'Assemblée André Lajoie est battu par le PR Bernard Coulon, et les Alpes-Maritimes où les libéraux enregistrent une victoire loin d'être acquise : celle du député sortant Louise Moreau face au maire léotardien de Cannes, le dissident Michel Mouillot.

Seule la surprenante défaite du vice-président du CDS Bernard Stasi face à un divers droite dans la Haute-Marne a été regrettée par le président de son parti, Pierre Méhaignerie. Trois dirigeants UDF,

François Bayrou, François Léotard et Bernard Bosson ont été confortablement réélus.

Alors que M. Giscard d'Estaing avait parié toute la semaine sur un quasi-équilibre des forces entre les deux formations, il a paru admettre l'avance de la formation gaulliste et donc la fin pour lui de se voir ouvrir les portes de l'Hôtel Matignon.

Equilibre

« L'union suppose le respect mutuel et l'équilibre » a expliqué le président de l'UDF en jugeant qu'Edouard Balladur « a incontestablement la capacité de remplir » la fonction de Premier ministre. Mais le gouvernement, lui, devrait être composé à parité.

Le président du Parti républicain Gérard Longuet a admis d'emblée l'avance du parti néo-gaulliste : « C'est un événement dont on ne peut pas ne pas tenir compte », a-t-il dit en

indiquant que l'attribution du poste de Premier ministre à un élu RPR est une « idée très raisonnable ».

Confirmant qu'un groupe centriste serait maintenu dans la nouvelle chambre, le président du CDS a répondu par la négative au secrétaire général de l'UDF qui au cours de la soirée a plaidé une nouvelle fois pour la constitution d'un groupe unique.

Un CDS qui, dans une aussi vaste majorité, peut être tenté de jouer les aiguillons. La grande question qui revenait dimanche soir dans toutes les conversations de ses militants, c'était l'Europe. « Si on sort le franc du système monétaire européen ou si l'on touche à l'Europe, je passe dans l'opposition », affirmait l'un d'eux.

Les Jeunes démocrates sociaux, demandaient hier la défense « des valeurs démocrates, sociales et surtout européennes ».

La gauche soumise à un séisme destructeur

L'ampleur de l'hécatombe implique une totale reconstruction du PS

La divergence des points de vue sur les moyens, les ambitions contraires, le traumatisme collectif permettront-ils au PS de reprendre pied avant la présidentielle ? Vers un congrès constituant

■ Plus encore que la victoire de la droite libérale, c'est l'ampleur de l'hécatombe frappant le PS qui a stupéfié les observateurs de ces élections législatives. Ce grand parti de rassemblement fondé sur la rencontre des multiples composantes de la gauche non-communiste française au début des années soixante-dix se retrouve vidé de sa substance. Et se dirige vers un « congrès constituant ».

Le Parti socialiste retrouve l'opposition avec une représentation humiliante de 54 députés plus 10 majorité présidentielle et 6 du MRG, un présidentiable défait dans sa circonscription, Michel Rocard. Une déroute historique pour un parti de gouvernement dans une démocratie occidentale. Le signe d'un rejet massif de la part d'un électeur qui n'hésite désormais plus à « zapper » d'un parti à l'autre, ce qui au passage n'est rassurant pour personne.

Pour le PS tout est à reconstruire, et dans les pires des conditions, pour préparer la prochaine élection présidentielle. Deux ans seulement pour refonder un mouvement, retrouver un corps de

doctrines, dépasser les réglemens de comptes, inaugurer une nouvelle ère !

Si le PS perd près de trois députés sur quatre (il comptait 267 élus dans la précédente législature), un léger sursaut lui a permis de limiter quelque peu les dégâts par rapport aux résultats du premier tour qui ne l'assuraient pas de dépasser la barre des 50 élus.

Outre Michel Rocard, nombre de dirigeants socialistes ont mordu la poussière, dont Lionel Jospin, Jean-Jack Queyranne, le porte-parole du parti, et Jean Auroux, président du groupe PS à l'Assemblée.

Au moins treize ministres ont été battus : Roland Dumas, Michel Delebarre, Michel Vauzelle, Louis Mermet, Dominique Strauss-Kahn, Frédéric Bredin, François Loncle, Jean-Noël Jeanneney, André Laignel, André Billardon, Kofi Yamgnane, Jean-Pierre Sueur, Jean-Michel Baylet (MRG). Seuls quelques-uns sortent indemnes du scrutin, comme Pierre Bérégovoy, Jack Lang ou Bernard Tapie.

Deux circonscriptions symboliques pour la gauche ont

basculé : la circonscription de Château-Chinon dans la Nièvre, qui était celle du président Mitterrand, et la 1^{ère} du Nord, celle de Roger Salengro puis de Pierre Mauroy, jugée stratégique pour la conquête de la mairie de Lille.

Réduits à la portion congrue dans la future Assemblée (leur groupe est le plus petit depuis 1968), les socialistes vont maintenant travailler à reconstruire leur parti, et essayer, ce faisant, de ne pas rallumer leurs querelles internes.

Michel Rocard, malgré la terrible sanction de Conflans, a tenu à garder son cap personnel, en affirmant qu'il restait « naturellement » le candidat socialiste à l'élection présidentielle, et que « la sanction appelle à une reconstruction, une renaissance ».

Pour sa part, profitant de sa réélection acquise en dépit d'un mauvais résultat au premier tour, le premier secrétaire du PS Laurent Fabius s'est solidement carré à sa place de premier secrétaire, malgré les appels à la démission qui se multiplient. Il a proposé que le PS renonce à son organisation en courants

et change de nom en « s'assurant clairement comme social-démocrate ». Surtout, l'ancien Premier ministre a écarté implicitement toute démission de sa part, en affirmant que « les responsabilités (de la défaite) doivent être assumées collectivement ». Laurent Fabius peut notamment s'appuyer sur le groupe PS à l'Assemblée, où ses partisans semblent majoritaires.



Laurent Fabius : un parti à reconstruire après une cruelle déconvenue (Reuter)

Hier, premier rendez-vous amer de l'après-élection, le bureau exécutif. La discussion a permis de mesurer les tensions nées de l'échec. Face à la proposition de Ségolène Royal d'une démission collective de la direction du PS, les éléments de la rue de Solferino ont opposé un non catégorique. Jean Le Garrec a rapporté que pour le bureau exécutif « l'idée d'une démission collective avait été considérée par certains comme saugrenue ».

« Le problème de la direction est un vrai problème, mais il se traitera dans le cadre d'un véritable débat et d'un congrès. L'idée d'une espèce de hara-kiri collectif ne me semble pas être retenue ».

Refondation

Le bureau exécutif a proposé la convocation « soit avant l'été, soit immédiatement après », d'un « congrès constituant pour engager une réflexion collective qui débouche sur une refondation », a indiqué le porte-parole du PS Jean-Jack Queyranne. Le comité directeur du PS se réunira samedi pour statuer sur cette proposition.

Le ministre de l'Environnement, Ségolène Royal, réélue députée, s'était prononcée

pour « une démission collective de l'actuelle direction du Parti socialiste », préluade selon elle à la redéfinition d'un « nouveau mouvement » élargi : « Ceux qui ont été sanctionnés, ceux qui exercent les responsabilités depuis dix ans, doivent comprendre d'eux-mêmes qu'il faut des figures nouvelles, qu'il faut passer le pouvoir ».

Un député sortant jospiniste a affirmé pour sa part qu'il fallait « tirer un bilan négatif des années de direction (du PS) qu'on vient de vivre » et « retrouver une stratégie politique », ajoutant à propos de Laurent Fabius : « il incarne le PS de ce soir ». Jean Poperen a affirmé de son côté « qu'il va falloir s'expliquer » car « la direction s'est trompée d'orientation politique ».

Jean Poperen demande « un complet changement d'orientation », affirmant que le PS « n'a pas fait une politique socialiste », mais du « social-libéralisme ».

Pour Pierre Mauroy, le PS « doit redonner la parole à ses militants ». « C'est à eux de nous dire quand un congrès et de nous dire dans quelles conditions et comment être les responsables du parti ». « Le parti a souffert de toutes les difficultés de ces courants de pensée qui sont devenus des courants de pouvoir ».

Points chauds et surprises

Noir tient tête brillamment à Paris



■ La large victoire de Michel Noir à Lyon (58,31 %) (à d. sur la photo) face à Alain Mérioux, candidat officiel de l'UPF (au c.), a été une des grandes surprises de ce second tour, celle d'un maire bénéficiant d'une forte implantation locale contre les appareils politiques parisiens.

Cette analyse est confortée par le succès de son adjoint, Jean-Michel Dubernard. Cet autre dissident RPR a remporté la troisième circonscription du Rhône avec 52,73 % des voix contre un candidat de l'UPF.

Après un premier tour moins mauvais que prévu, la tâche semblait difficile pour Michel Noir qui était devancé de 246 voix par l'industriel Alain Mérioux (UPF-RPR) après avoir été fragilisé par les péripéties judiciaires de l'affaire Botton.

Le maire de Lyon semble avoir bénéficié de l'appel de la candidate du Front national, Anne Richard (12,87 %) à « battre le maire de Lyon ». Alain Mérioux a répliqué qu'il n'avait « rien demandé » mais les électeurs semblent avoir

redouté une alliance qualifiée par Michel Noir de « contre-nature ». Si le chef de file des socialistes lyonnais Gérard Collob n'a pas voulu prendre position, plusieurs élus et intellectuels socialistes ont fermement appelé les électeurs de gauche à voter pour le député sortant.

Par ailleurs, le maire de Lyon a surfé sur un thème très porteur chez les Lyonnais - comme dans bien d'autres régions - : le ras-le-bol envers les décisions prises à Paris et le désir profond de retrouver une souveraineté locale sur ses propres affaires.

Michel Noir avait largement exploité ce thème tout au long de sa campagne. Il a remercié dimanche soir les Lyonnais « d'avoir manifesté leur refus des diktats parisiens ».

Cette lutte fratricide risque de laisser des traces pour la future élection municipale. Alain Mérioux, responsable départemental du RPR, n'a pas caché qu'il se présenterait en 1995. « Nous avons commencé à destabiliser un pouvoir étrange et étouffant. Ce combat ne fait que commencer », a-t-il déclaré.

Désillusions

Les écologistes serrent les coudes

Le PC conserve sa représentation, avec plusieurs contestataires

La défaite d'André Lajoinie illustre la baisse du communisme rural, compensé par les succès de quelques nouvelles têtes dans les banlieues à problèmes

Le tombeur de Rocard





Dominique Voinet : sourire sur les lèvres mais échec de la représentation (AFP)

■ Les formations écologistes, bien que rassemblant 8% du corps électoral, n'auront pas de représentants au Parlement. Comme pour le Front national, elles sont victimes de leur manque d'alliances nettes et d'accords de désistement.

Pour répondre à ce défi, les deux dernières candidates écologistes ont appelé à un renforcement de l'Entente entre les Verts et Génération écologie.

Bien que battues par deux candidats UDF, Christine Barthet (GE) et Dominique Voinet (Verts) ont obtenu respectivement 44,33% dans la 2e circonscription du Haut-Rhin et 46,13% dans la 3e circonscription du Jura.

« Nous devons donner à l'Entente d'autres objectifs qu'électoraux. Ce qui est essentiel, c'est d'être capables de nous ouvrir à ceux qui ont des idées, qui ont encore envie de lutter et de construire », a déclaré Dominique Voinet, porte-parole nationale des Verts.

« L'Entente doit travailler à la construction d'une alternative », a-t-elle ajouté.

La rivale d'Antoine Weachter à la direction du mouvement s'est dit convaincue de pouvoir regrouper une majorité de militants autour de cette idée « pour que nous ne restions pas un petit parti marginal ».

« J'ai rassemblé au second tour au-delà des clivages. Il y a quelque chose à poursuivre, en particulier en Alsace », a dit Christine Barthet.

« L'entente est fondamentale et doit passer à la vitesse supérieure, au-delà des petites fleurs et des paquerettes. Les partis de la droite traditionnelle ont intégré notre discours. Le travail qui reste à faire est de bouleverser complètement le fonctionnement politique », a-t-elle ajouté.

■ En réussissant à sauver son groupe à l'Assemblée nationale et en retrouvant - avec 22 députés en métropole - une représentation parlementaire presque égale à celle de la précédente législature, le PCF a résisté à la vague qui a balayé les socialistes et son secrétaire général Georges Marchais, réélu, sort plutôt renforcé des législatives. Il est vrai que les précédentes avaient été catastrophiques pour le PC.

Le nouveau groupe parlementaire, assez nettement renouvelé, se réunira demain après-midi pour élire son nouveau président en remplacement d'André Lajoinie, battu dans l'Allier.

Le PCF avait fondé sa stratégie sur une double dénonciation de la politique suivie par le pouvoir socialiste et du « danger du retour de la droite appuyée par l'extrême-droite ». Cette ligne s'est avérée payante, notamment dans un certain nombre de circons-

criptions ancrées à gauche, où le candidat communiste a devancé au premier tour un sortant socialiste, avant d'être élu au second tour.

Ces gains, situés dans des zones urbaines et industrielles (Pas-de-Calais, Rhône, Isère, Seine-Maritime, Somme, banlieue parisienne) ont permis de compenser le recul confirmé du communisme rural. L'exemple le plus net est l'échec des deux députés sortants de l'Allier, dont André Lajoinie, président sortant du groupe parlementaire.

Renouveau

Le scrutin a d'ailleurs traduit un assez net renouvellement de la représentation communiste à l'Assemblée nationale puisque neuf nouveaux députés sur vingt-deux entrent au Palais Bourbon, soit 40% de l'effectif sortant. Mais parmi ceux-ci figurent plusieurs anciens députés comme Maxime Gremetz,

chargé des relations internationales au bureau politique, déjà élu en 1978 puis en 1986, ou encore Rémy Auchédé et Paul Mercieca, élus en 1986.

Dans l'équilibre interne des forces, les contestataires s'en sortent plutôt bien, malgré l'échec de Charles Fiterman. Le chef de file des Refondateurs n'est pas parvenu à conserver le siège détenu jusque là par Théo Vial-Massat à Firmigny (Loire). Mais par contre Guy Hermier (Bouches-du-Rhône) assure sa réélection face à une candidate FN, à la faveur de bons reports.

Outre la réélection notamment de Jean-Pierre Brard, François Ansensi, Patrick Braouezec, Jean Tardito, les contestataires pourront compter sur le renfort du maire d'Echirolles, Gilbert Biessy (Isère 2e).

Georges Marchais a annoncé que les communistes allaient « prendre des initiatives » et qu'il était lui-même prêt à répondre « à toute invitation al-

lant dans le sens de la recherche de réponses nouvelles ». Il a de nouveau réclaté « une autre politique de justice, d'honnêteté, de solidarité et une autre façon



Georges Marchais : incarne un PC combatif qui a bien résisté à la tornade bleue (AFP)

de faire de la politique », appelant « les forces de progrès » à « tirer tous les enseignements » de l'échec des législatives. Il a également estimé que la droite « aurait grand tort de se croire tout permis ».

La succession d'André Lajoinie devrait être assurée par un député proche de la direction, les contestataires ne représentant toujours qu'un tiers environ du groupe. Parmi les candidats potentiels, Jean-Claude Gayssot paraît bien placé pour la présidence.

La réunion du groupe devrait toutefois être marquée par des prises de position des contestataires sur le fonctionnement du groupe. Jean-Pierre Brard entend ainsi réclamer davantage de « transparence ». « La pluralité doit s'affirmer, avec par exemple une direction collégiale qui traduise la diversité du groupe », estime le député-maire de Montreuil, qui annoncera demain qu'il entend conserver sa liberté de vote.

Le Front national victime du mode de scrutin et de son isolement

Le Pen fait porter la responsabilité de l'éviction du FN de l'Assemblée au mode de scrutin. Mais le FN est sans allié et n'a pu peser sur le RPR et l'UDF

■ Le Front national a fait les frais dimanche de son total isolement politique, du scrutin majoritaire et de la stratégie de contact avec l'électorat populaire menée, au RPR, par MM. Pasqua et Séguin. Malgré un score de près de 12,5% le 21 mars et 100 candidats restés en lice au second tour, il n'a obtenu aucun élu, perdant même son seul député avec la défaite de Marie-France Stirbois à Dreux.

Le parti de Jean-Marie Le Pen n'a pas réussi à transformer en sièges sa percée inattendue du 21 mars où il avait surgi en troisième position derrière l'opposition RPR-UDF et le Parti socialiste, étendant largement son implantation nationale.

Parti seul à la bataille, le FN n'a pas réussi à surmonter le rejet dont il fait l'objet dans l'ensemble de la classe politi-

que. Il a notamment lourdement payé l'absence de toute forme d'alliance avec la droite parlementaire. Le RPR et l'UDF se sont montrés d'autant moins enclins à des rapprochements électoraux de circonstance avec l'extrême-



Jean-Marie Le Pen : un courant non représenté à l'Assemblée (AFP)

droite qu'ils étaient sûrs d'une large victoire.

Car si le mode de scrutin majoritaire à deux tours est impitoyable avec les petites formations, il sait épargner celles qui se sont trouvées alliées.

Hécatombe

Les résultats du 2e tour font figure de véritable hécatombe pour le FN. Marie-France Stirbois, qui devançait de plus de sept points au 1er tour le RPR Gérard Hamel dans la 2e circonscription d'Eure-et-Loire, a été battue d'une centaine de voix.

Le président du mouvement Jean-Marie Le Pen, candidat à Nice dans la 3e circonscription des Alpes-Maritimes, et son bras droit Bruno Mégret, candidat dans la 12e des Bou-

ches-du-Rhône, étaient sortis en tête du 1er tour. Mais ils n'ont pas non plus échappé à la défaite. M. Le Pen a été devancé de plus de neuf points par l'UDF Rudy Salles.

D'autres candidats, qui devançaient eux aussi la droite ou la gauche au premier tour, ont également échoué : c'est le cas de Jacques Peyrat dans la 2e de Nice (au premier tour il avait pourtant trois points d'avance sur le RPR Christian Estrosi), ou encore de Marie-Claude Roussel, qui devançait de deux points, le 21 mars, le communiste Guy Hermier.

La « stratégie de nuisance » choisie par le Front national pour faire échec à certaines personnalités n'a pas non plus abouti partout. A Cannes, le retrait de son candidat pour faire battre Michel Mouillot a sans doute largement contri-

bué à la victoire de son adversaire Louise Moreau. En revanche le parti lepéniste, qui avait appelé ses électeurs à voter contre Michel Noir (ex-RPR), n'a pas réussi à barrer la route au maire de Lyon.

Le Front national avait anticipé sa défaite, prévoyant les effets dévastateurs du scrutin majoritaire et de son isolement. Son président avait lui-même affirmé à plusieurs reprises que son parti pouvait n'obtenir aucun élu.

Il compte désormais sur l'échec de la droite au pouvoir pour réapparaître en 1995 à l'occasion de l'élection présidentielle. « Le deuxième tour de scrutin a, comme prévu, aggravé les criantes injustices du scrutin majoritaire à deux tours » mais « une victoire écrasante peut écraser ses vainqueurs », a estimé M. Le Pen.



■ Pierre Cardo (g.), candidat-UDF-RPR dans la circonscription de Michel Rocard (d., photos Reuter), a peut-être échoué là où François Mitterrand n'avait pas réussi : mettre fin aux prétentions présidentielles de Michel Rocard.

Le maire de Chanteloup-Vignes, en ravissant le mandat de député du « candidat naturel des socialistes » à la succession de l'actuel Président porte en effet un tort considérable à la crédibilité de Michel Rocard.

Venu du milieu associatif, Pierre Cardo, à 43 ans, goûte les délices de la gloire et pourrait devenir ministre après

s'est colleté avec les banlieues dures pendant des années.

« La gauche a perdu, nous avons tous perdu, moi avec elle », s'est toutefois empressé de déclarer l'ancien Premier ministre. A la question de savoir s'il demeurerait candidat à la présidence de la République, il a répondu : « Naturellement et naturellement je resterai présent dans le débat politique ».

Interrogé sur le point de savoir si le PS était mort, il a répondu qu'il ne fallait pas « l'enterrer trop vite » : « Ce qui est mort ce soir, c'est une certaine façon de faire de la politique et aussi une certaine vision du monde ».

Règlements de comptes sur la Côte



■ La Côte d'Azur a une fois de plus été le théâtre de règlements de comptes politiques.

Cannes d'abord, où Michel Mouillot, maire PR de la ville, pourtant arrivé en tête au premier tour, a été rattrapé par Louise Moreau, maire UDF de Mandelieu (photo Reuter). La sortante a incontestablement bénéficié des reports de voix du Front national dont le candidat s'était retiré dans la semaine pour contrer Michel Mouillot avec lequel il avait un vieux compte à régler. Ce dernier avait sévèrement critiqué cet appui indirect à une ancienne résistante.

Avec un écart de 977 voix, il a visiblement récolté des voix écologistes et même socialistes. Estimant que la campagne avait été déloyale, marqué par des incidents et des calom-

nies à son encontre, il a décidé de déposer un recours en annulation. On reparlera encore longtemps de cette fameuse bataille de Cannes.

A Menton, le général Emmanuel Aubert l'a finalement emporté dans une triangulaire dure, devançant Jean-Claude Guibal, maire de la ville, grand perdant.

A Nice, les reports de voix se sont bien effectués au détriment des candidats du Front national dont la forte poussée avait mis deux d'entre eux en tête au premier tour : Jean-Marie Le Pen et Jacques Peyrat. Ils ont été battus par un réflexe de peur plus que par une adhésion aux « bébés-Médécine » empêtrés dans des affaires judiciaires et qui ont tout de même souffert.